

Oubliés dans le désert tunisien ?

Solidarité avec les réfugiés de la guerre de Libye dans le camp de Choucha !

Il y a deux ans, le 19 mars 2011, une coalition conduite par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis a commencé à bombarder la Libye. Le 31 mars, l'OTAN déclarait officiellement la guerre au régime de Kadhafi. Des centaines de milliers de personnes ont dû fuir la Libye, et parmi eux de nombreux travailleurs migrants et des réfugiés d'Afrique Sub-saharienne, suspectés d'être des mercenaires de Kadhafi. La Tunisie ouvrit ses frontières et accueillit près d'un million de réfugiés. La plupart furent logés dans des maisons privées, mais quelques milliers furent placés dans le camp de Choucha. Ce dernier est situé dans une région désertique près de la frontière libyenne, et fut ouvert fin février 2011 par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies. Il abritait parfois plus de 20 000 personnes (dont la plus grande partie était des Africains sub-sahariens).

Aujourd'hui, la plupart de ces réfugiés ont quitté la Tunisie. Beaucoup ont regagné leurs pays d'origine, mais pas tous de leur plein gré. Certains sont retournés en Libye, où les droits des migrants sont encore violés chaque jour. D'autres ont risqué leur vie en tentant de gagner l'Europe en bateau. Environ 2600 personnes ont été acceptées par des pays européens, les Etats-Unis ou l'Australie, grâce à un « programme de réinstallation ». Quant aux états impliqués dans la guerre, comme la France et le Royaume-Uni, ils n'ont cependant autorisé la venue que d'un ou deux de ces réfugiés. Comme la participation à la guerre par les pays de l'OTAN fut justifiée par l'objectif de protection des civils – ce qui est un argument douteux pour plusieurs raisons, et en particulier parce que les guerres empirent toujours la vie des personnes ordinaires – il semble assez hypocrite de ne pas assumer la responsabilité du destin des réfugiés sub-sahariens, pour qui une conséquence directe de l'action de l'OTAN fut de se retrouver piégés dans des conditions épouvantables.

Plus de 1300 personnes de 13 pays différents, notamment du Soudan, de Somalie, de l'Erythrée, d'Ethiopie, du Tchad et du Nigéria se languissent toujours dans le camp de Choucha, que le HCR veut fermer au plus tard en juin 2013. La plupart d'entre eux attendent un placement. Environ 400 personnes ont été reconnus comme réfugiés, mais se sont vus refuser l'accès au programme de réinstallation, parce qu'arrivés après Décembre 2011, date butoir de fin des procédures. Le HCR veut intégrer ces réfugiés en Tunisie à l'aide de fonds versés par le gouvernement Allemand, plutôt que de les autoriser à se rendre en Europe -ce qui constitue un parfait exemple dans lequel l'UE mène à bien sa politique d'extériorisation de gestion des réfugiés ! Fin février, ces réfugiés ont organisé une manifestation au siège du HCR à Zarzis, exigeant des placements dans des pays présentant un système d'asile. Ils ne se sentent pas en sécurité en Tunisie, et n'ont obtenu aucun statut légal, car la Tunisie ne dispose pas encore de loi quant à l'asile.

Plus de 200 personnes, qui se sont vus refuser le statut de réfugié à cause de certaines procédures incluant des interprètes incompetents et d'autres failles, sont désormais privés de nourriture et autres besoins de première nécessité au camp de Choucha, et sont séparés de ceux reconnus comme réfugiés. Le HCR s'est dit non responsable de ces personnes, et leur met la pression afin qu'ils quittent le camp et retournent dans leurs pays d'origine ou en Libye, où ils sont menacés de persécution. Poussés à bout, ils ont choisi d'aller à Tunis fin janvier afin d'appuyer leurs demandes auprès du HCR, de l'Union Européenne, des autorités tunisiennes, ainsi qu'auprès de tout payant assurant leur protection.

Après une semaine de manifestations et négociations, leurs demandes sont encore :

- De rouvrir les dossiers des demandeurs d'asile qui furent rejetés.
- De garantir une protection internationale à tous ceux qui ont fui la guerre en Libye.

Aussi, avec les réfugiés qui manifestent à Zarzis, ils exigent :

- La réinstallation de tous les réfugiés du camp de Choucha et d'ailleurs en Tunisie dans des pays sûrs avec des systèmes de protection efficaces.

Nous, groupes et réseaux d'Europe et de plusieurs pays africains, soutenons ces demandes. Nous avons écrit une lettre au HCR, lancé une campagne de fax, ainsi que quelques actions aux bureaux du HCR en Europe.

Nous appelons tous les participants du Forum Social Mondial à soutenir ces demandes, à se joindre à la lutte des réfugiés de Choucha, ainsi qu'à réfléchir à d'éventuelle actions témoignant de leur solidarité dans leurs pays respectifs !

Nous en appelons au HCR et aux gouvernements Européens, particulièrement à ceux qui sont intervenus pendant la guerre en Libye, à assumer leurs responsabilités et à fournir protection et une vie en toute dignité pour tous ces réfugiés en Europe plutôt que de confier la gestion des réfugiés à des pays pauvres et instables comme la Tunisie !

Pour plus d'informations et pour verser un don, rendez vous sur notre Blog :

<http://chouchaprotest.noblogs.org/>

et également sur ces sites internet:

www.ffm-online.org

www.voiceofchoucha.wordpress.com

www.afrique-europe-interact.net

www.borderline-europe.de

Nous invitons tous ceux qui désirent soutenir les réfugiés de Choucha, à un **meeting lors du FSM** à Tunis afin de discuter avec les réfugiés de ce que nous pouvons faire en Tunisie et dans nos pays respectifs. Vous trouverez le lieu et la date de ce meeting sur notre blog -vous pouvez aussi appeler ce numéro (tunisien):

(00216)21114547

Groupe de Solidarité Transnational de Choucha

avec les membres des groupes et réseaux suivants:

Afrique-Europe-Interact

All included

ARCI

Article 13

borderline europe

CeTuMA

FFM

Welcome to Europe